

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20231114-lmc134198-AI-1-1
Date de télétransmission :	28 décembre 2023
Date de réception :	28 décembre 2023
Date d'affichage :	
Date de publication :	9 janvier 2024



D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

ARRÊTÉ N° DCIP/2023/1066

ARRETE DE DELIMITATION DE LA PROPRIETE DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Le Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes,

Vu l'article L.2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques qui prévoit que le domaine public d'une personne publique est constitué des biens lui appartenant qui sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public ;

Vu l'article L. 2111-2 de ce même Code qui précise que font également partie du domaine public les biens des personnes publiques qui, concourant à l'utilisation d'un bien appartenant au domaine public, en constituent un accessoire indissociable ;

Vu l'article L. 212-1 de ce même Code qui prévoit que les biens du domaine public sont utilisés conformément à leur affectation à l'utilité publique et qu'aucun droit d'aucune nature ne peut être consenti s'il fait obstacle au respect de cette affectation ;

Vu le code général des collectivités locales, notamment son article L. 3211-2 qui prévoit que le conseil départemental peut déléguer à son président le pouvoir d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisées par ses services publics ;

Vu la délibération prise par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021 déléguant à son président, pour la durée de son mandat, pour arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisées par ses services publics ;

Considérant que le président du Conseil départemental, conformément aux dispositions de l'article L. 3221-4, gère le domaine du Département et qu'à ce titre la bonne gestion de son domaine public immobilier artificiel nécessite de le délimiter par arrêté unilatéral, l'action en bornage découlant des dispositions de l'article 646 du code civil étant inapplicable au domaine public ;

Considérant que le Département des Alpes-Maritimes est propriétaire des parcelles cadastrées section A n°364, 376 et 379 sur le territoire de la commune de Villeneuve-Loubet, faisant partie de son domaine public au titre de la protection des espaces naturels sensibles ;

Considérant que le procès-verbal référencé 212.14.103 dressé par Monsieur Jean-Nicolas PASSERON, géomètre expert, le 22 mars 2023 a procédé à la délimitation du domaine public départemental dont relèvent les parcelles susmentionnées au confront des parcelles cadastrées section A n°12, 96, 97, 365, 377, 378, 380 appartenant aux consorts de PANISSE PASSIS ;

ARRETE

Article 1 : la délimitation de la propriété publique départementale cadastrée section A n°364, 376 et 379 sur le territoire de la commune de Villeneuve-Loubet, au confront des parcelles cadastrées section A n°12,

96, 97, 365, 377, 378, 380 appartenant aux consorts de PANISSE PASSIS, est conforme au plan annexé au procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques dressé par Monsieur Jean-Nicolas PASSERON, géomètre expert, le 22 mars 2023 sous la référence 212.14.103.

Article 2 : le présent arrêté accompagné du procès-verbal sera notifié aux parties intéressées à savoir :

-Monsieur Jean-Nicolas PASSERON, géomètre expert, S.E.G.C. TOPO, 42 avenue de La Colle, BP 66, 06802 CAGNES SUR MER CEDEX ;

-Les consorts de PANISSE PASSIS :

Madame Mathilde Amélie Thérèse de PANISSE PASSIS, 10 rue Madeleine Michelis, 92200 NEUILLY SUR SEINE ;

Monsieur Jacques Marie Romée Bertran de PANISSE PASSIS, 184 avenue Victor Hugo, 75016 PARIS ;

Monsieur Jean Marie Camille de PANISSE PASSIS, 30 et 32 rue des Princes, 92012 BOULOGNE BILLANCOURT.

Article 3 : le présent arrêté est pris sous réserve du droit des tiers ; il est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 : le présent arrêté et ses annexes sont publiés au recueil des actes administratifs.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du Département ci-dessus désigné.

Nice, le 14 novembre 2023

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général adjoint pour les services
techniques

Marc JAVAL



Société d'Etudes de Génie Civil

TOPOGRAPHIE, FONCIER ET HYDROGRAPHIE NUMERIQUES - ASSISTANCE TECHNIQUE
MEMBRE DE L'ORDRE DES GEOMETRES EXPERTS

42, AVENUE DE LA COLLE - B.P.66 - 06802 CAGNES-SUR-MER CEDEX-FRANCE
TELEPHONE : 04 93 20 97 22 - FAX : 04 93 73 56 08 - EMAIL: segctopo@segctopo.fr



GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

Procès-Verbal concourant à la délimitation de la personne publique

Concernant la propriété sise :

Département des :	Alpes-Maritimes (06)
Commune de :	Villeneuve-Loubet
Cadastrée Section :	A
Numéros :	364, 376, 379
Appartenant à :	Département des Alpes-Maritimes



GÉOMÈTRE-EXPERT

CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Réunion sur site en date du 22 mars 2023

Référence Dossier Géomètre Expert : 212 14 103

CHAPITRE I : PARTIE NORMALISEE

A la requête du **Département des Alpes-Maritimes**, je soussigné **PASSERON Jean-Nicolas**, Géomètre-Expert à **Cagnes sur Mer**, inscrit au tableau du conseil régional de **Marseille** sous le numéro **05291**, ai été chargé de mettre en œuvre la procédure de délimitation de la propriété relevant du domaine public routier identifiée dans l'article 2, et dresse en conséquence le présent procès-verbal.

Article 1 : Désignation des parties

Personne publique

Le Département des Alpes-Maritimes représentée par **Madame RICHAUD Laurie**, Chef du service de la gestion foncière et immobilière, Adjoint au directeur de la construction, de l'immobilier et du patrimoine, mandatée par le Président du Département des Alpes-Maritimes Monsieur GINESY Charles Ange, 147 boulevard du Mercantour - BP 3007 - 06201 NICE Cedex 3, propriétaire des parcelles cadastrées n° 364, 376 & 379, Section A sur la Commune de Villeneuve-Loubet.

Au regard de :

- L'ordonnance d'expropriation n° 17/00038 prononcée le 7 septembre 2017 par le tribunal de grande Instance de Nice pour l'opération suivante : Projet d'extension du parc naturel département des rives du Loup – Commune de Cagnes sur Mer, Villeneuve-Loubet, La Colle sur Loup.

Propriétaires riverains concernés

Madame Mathilde Amélie Thérèse de PANISSE PASSIS, née à NEUILLY SUR SEINE (Hauts-de-Seine) le 22 octobre 1953, demeurant au 10, rue Madeleine Michelis à NEUILLY SUR SEINE.

Monsieur Jacques Marie Romée Bertrand de PANISSE PASSIS, né à PARIS (15eme) le 4 février 1956, demeurant à PARIS (16eme), 184, avenue Victor Hugo.

Monsieur Jean Marie Camille de PANISSE PASSIS, né à PARIS (15eme) le 6 février 1959, demeurant à BOULOGNE-BILLANCOURT (Hauts-de-Seine), 30 et 32, rue des Princes.

Au regard de :

- L'acte de notoriété établi par Maître François FAUCON, Notaire à PARIS (7eme), le 11 septembre 2001.

Article 2 : Objet de l'opération

La présente opération de délimitation a pour objet de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :

- De fixer les limites de propriété séparatives communes et (ou) les points de limites communs,
- De constater la limite de fait, correspondant à l'assiette de l'emprise faisant partie du domaine public du département (en l'occurrence l'assiette du chemin parcourant le parc de la rive du loup affecté au public),
-

entre les parcelles cadastrées :

Section	Numéro	Lieu-dit ou adresse	Observations
A	364	LA BOYERE	Pté Département – Parc de la Rive du Loup
A	376	LA BOYERE	Pté Département – Parc de la Rive du Loup
A	379	LA BOYERE	Pté Département – Parc de la Rive du Loup

et les parcelles cadastrées :

Section	Numéro	Lieu-dit ou adresse	Observations
A	12	LA SERRE VIEILLE	Pté de PANISSE PASSIS
A	96	LA BOYERE	Pté de PANISSE PASSIS
A	97	LA SERRE VIEILLE	Pté de PANISSE PASSIS
A	365	LA BOYERE	Pté de PANISSE PASSIS
A	377	LA BOYERE	Pté de PANISSE PASSIS
A	378	LA SERRE VIEILLE	Pté de PANISSE PASSIS
A	380	LA VESENEE	Pté de PANISSE PASSIS

CHAPITRE II : PARTIE NON NORMALISEE - EXPERTISE

Article 3 : Modalités de l'opération

La présente opération est mise en œuvre afin :

- De respecter les prérogatives de la personne publique en matière de conservation d'un bien relevant de la domanialité publique
- De respecter les droits des propriétaires riverains, qu'ils soient publics ou privés
- De prévenir les contentieux, notamment par la méconnaissance de documents existants.

3.1 Réunion

Afin de procéder à une réunion in situ le mercredi 22 mars 2023 à 11h00, ont été régulièrement convoqués par courrier en date du 07 mars 2023 :

- Madame Mathilde de PANISSE PASSIS
- Monsieur Jacques de PANISSE PASSIS
- Monsieur Jean de PANISSE PASSIS
- Le Département des Alpes-Maritimes

Au jour et heure dits, j'ai procédé à l'organisation de la réunion en présence de :

- Mme. de PANISSE PASSIS Mathilde, M. de PANISSE PASSIS Jacques & M. de PANISSE PASSIS Jean représentés par M. CHARGELEGUE Pascal, Géomètre-Expert à Cagnes sur Mer.
- Le Département des Alpes-Maritimes représenté par Mme. RICHAUD Laurie, Chef du service de la gestion foncière et immobilière, Adjoint au directeur de la construction, de l'immobilier et du patrimoine & Mme. RICOL Nathalie, Rédacteur – Section négociations, DCIP – Service de la gestion immobilière et foncière.

Article 4 : Documents analysés pour la définition des limites

▪ **Les titres de propriétés :**

Les actes mentionnés à l'article 1

Les documents présentés par les parties :

Aucun document n'a été présenté par les parties.

▪ **Les documents présentés aux parties par le géomètre-expert soussigné :**

- Un plan de division établi en 2018 sur les parcelles anciennement A n° 10 et 11 par le Géomètre-Expert M. PASSERON,
- Le plan cadastral, il définit des limites fiscales et n'a pas de valeur juridique.

Les parties ont pris connaissance de ces documents.

▪ **Les signes de possession et en particulier :**

- La présence d'un chemin pédestre parcourant le parc de la rive du Loup.
- La clôture côté Nord longeant les parcelles A n° 12 & A n° 377.

▪ **Les dires des parties repris ci-dessous :**

Les parties n'ont pas fait de déclaration sur la définition des limites.

Article 5 : Définition des limites de propriétés foncières

Nous avons défini la limite en considérant les éléments rappelés ci-dessus sur lesquels s'appuie la séparation entre les parcelles.

En accord des parties, nous avons implantés des piquets bois et des clous d'arpentage aux endroits où une clôture devait être réalisée.

Définition et matérialisation des limites :

A l'issue de la réunion de la présente analyse
Et après avoir constaté l'accord des parties présentes,

Les repères anciens :

- **Les points 2 & 3** : piquet bois
- **Entre les points 6 à 9** : piquet bois
- **Entre les points 13 à 27** : piquet bois
- **Les points 28 & 29** : clou d'arpentage
- **Les points 42 & 43** : piquet bois
- **Les points 44 & 45** : clou d'arpentage
- **Entre les points 46 à 53** : piquet bois
- **Le point 54** : piquet bois, pied clôture nouvelle
- **Entre les points 55 à 59** : clou d'arpentage
- **Les points 60 & 61** : piquet bois, Pied clôture nouvelle
- **Les points 62 & 63** : clou d'arpentage

ont été vérifiés,

Nota : Les points 10 à 12 ne figurent pas car ils ont été remplacés par une clôture entre le moment où ils avaient été implantés pour la préparation de cette opération et la réunion objet du présent document.

Les repères nouveaux :

- **Les points 1, 4, 5 et 30 à 41** : Borne O.G.E

ont été implantés,

La limite de propriété objet du présent procès-verbal de délimitation est fixée suivant les lignes passant les points 42 à 63 au Nord et les points 1 à 40 au Sud.

Nature des limites et appartenance :

La limite Nord 42 à 63 est définie entre la propriété cadastrée A n° 379 et les propriétés cadastrées A n° 12 & 377 :

- Le point **42** piquet bois situé à l'angle des parcelles 364, 365, 377 & 379,
- Entre **42** et **43** un alignement droit
- Entre les sommets **43 à 46** suivant le bord du chemin, matérialisés par des piquets bois et clous d'arpentage,
- Entre les sommets **47 à 50** en retrait suivant la clôture nouvelle au Nord, matérialisés par des piquets bois et clous d'arpentage,

- Entre les sommets **50 à 54** suivant la clôture nouvelle, matérialisés par des piquets bois et clous d'arpentage,
- Entre les sommets **54 à 56** suivant le bord du chemin, matérialisés par des piquets bois et clous d'arpentage,
- Entre les sommets **56 à 58** passant sur le chemin, matérialisés par des piquets bois et clous d'arpentage,
- Entre les sommets **58 à 61** suivant la clôture nouvelle, matérialisés par des piquets bois et clous d'arpentage,
- Entre les sommets **61 à 63** passant sur le chemin, matérialisés par des clous d'arpentage,

La limite Sud 1 à 40 est définie entre les propriétés cadastrées **A n° 376 & n° 379** et les propriétés cadastrées **A n° 375, 378 & 380** :

- Entre les sommets **1 à 9** suivant le bord du chemin, matérialisés par des piquets bois,
- Entre les sommets **13 à 27** matérialisés par des piquets bois,
- Entre les sommets **27 à 29** matérialisés par piquet bois et clou d'arpentage,
- Entre les sommets **29 à 41** matérialisés par des Bornes O.G.E.

Le plan régulier joint permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis par le présent procès-verbal.

Mesures permettant le rétablissement ultérieur des sommets des limites :

Tableau des coordonnées destinées à définir géométriquement les limites et permettre leur rétablissement ultérieur (système de coordonnées : Lambert 93).

Sommet	X	Y	Matérialisation
1	1 030 958.72	6 294 199.41	Borne O.G.E
2	1 030 964.58	6 294 200.70	Piquet bois
3	1 030 971.56	6 294 201.57	Piquet bois
4	1 030 976.94	6 294 201.85	Borne O.G.E
5	1 030 983.31	6 294 201.61	Borne O.G.E
6	1 030 992.63	6 294 195.18	Piquet bois
7	1 031 002.29	6 294 188.17	Clou d'arpentage
8	1 031 013.18	6 294 183.30	Clou d'arpentage
9	1 031 018.23	6 294 181.09	Piquet bois
13	1 031 062.27	6 294 162.22	Piquet bois
14	1 031 067.37	6 294 160.42	Piquet bois
15	1 031 074.53	6 294 155.83	Piquet bois
16	1 031 087.98	6 294 150.76	Piquet bois
17	1 031 097.26	6 294 149.44	Piquet bois
18	1 031 103.94	6 294 148.50	Piquet bois
19	1 031 107.77	6 294 147.79	Piquet bois
20	1 031 112.90	6 294 146.65	Piquet bois
21	1 031 117.43	6 294 145.65	Piquet bois
22	1 031 125.73	6 294 143.68	Piquet bois
23	1 031 133.05	6 294 141.73	Piquet bois
24	1 031 140.43	6 294 139.75	Piquet bois
25	1 031 155.49	6 294 135.26	Piquet bois
26	1 031 159.03	6 294 134.22	Piquet bois
27	1 031 180.38	6 294 125.66	Piquet bois
28	1 031 202.03	6 294 116.96	Clou arpentage

29	1 031 216.42	6 294 112.73	Clou arpentage
30	1 031 232.30	6 294 108.07	Borne O.G.E
31	1 031 251.67	6 294 103.10	Borne O.G.E
32	1 031 271.79	6 294 097.94	Borne O.G.E
33	1 031 283.49	6 294 099.41	Borne O.G.E
34	1 031 292.00	6 294 098.34	Borne O.G.E
35	1 031 300.59	6 294 096.32	Borne O.G.E
36	1 031 310.24	6 294 091.04	Borne O.G.E
37	1 031 321.57	6 294 084.85	Borne O.G.E
38	1 031 333.60	6 294 079.93	Borne O.G.E
39	1 031 346.60	6 294 074.62	Borne O.G.E
40	1 031 356.92	6 294 072.70	Borne O.G.E
41	1 031 367.97	6 294 070.64	Borne O.G.E
42	1 031 028.81	6 294 215.95	Piquet bois
43	1 031 026.67	6 294 187.67	Piquet bois
44	1 031 042.71	6 294 180.22	Clou arpentage
45	1 031 057.70	6 294 175.53	Clou arpentage
46	1 031 060.52	6 294 175.52	Piquet bois
47	1 031 074.75	6 294 170.15	Piquet bois
48	1 031 076.08	6 294 168.88	Piquet bois
49	1 031 080.55	6 294 165.91	Piquet bois
50	1 031 090.65	6 294 162.08	Piquet bois
51	1 031 109.46	6 294 157.80	Piquet bois
52	1 031 125.07	6 294 154.36	Piquet bois
53	1 031 144.42	6 294 149.15	Piquet bois
54	1 031 162.40	6 294 143.70	Piquet bois
55	1 031 205.35	6 294 126.52	Clou arpentage
56	1 031 234.98	6 294 117.81	Clou arpentage
57	1 031 272.61	6 294 108.16	Clou arpentage
58	1 031 283.47	6 294 109.59	Clou arpentage
59	1 031 293.11	6 294 108.60	Clou arpentage
60	1 031 304.24	6 294 105.84	Piquet bois
61	1 031 325.92	6 294 093.99	Piquet bois
62	1 031 349.47	6 294 084.36	Clou arpentage
63	1 031 369.30	6 294 080.66	Clou arpentage

Tableau des points d'appui destinés à définir géométriquement les limites et permettre leur rétablissement ultérieur (système de coordonnées : Lambert 93).

Sommet	X	Y	Nature	Observations
174	1 031 002.79	6 294 177.23	Angle bâti	Point d'appui
200	1 031 014.43	6 294 275.38	Angle bâti	Point d'appui
320	1 031 206.59	6 294 110.89	Angle bâti	Point d'appui
1500	1 031 191.37	6 294 308.05	Borne O.G.E	Point d'appui
1005	1 031 331.95	6 294 353.41	Borne O.G.E	Point d'appui

Article 6 : Observations complémentaires

La pose d'une clôture a pu être observée au Nord de la parcelle A n° 379.

Article 7 : Rétablissement des bornes ou repères

Les bornes ou repères, définissant les limites de propriété objet du présent procès-verbal, qui viendraient à disparaître devront être remises en place par un géomètre-expert

Le géomètre-expert, missionné à cet effet, procédera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera procès-verbal.

Ce procès-verbal de rétablissement de limites devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document.

A l'occasion de cette mission, et uniquement sur demande express des parties, le géomètre-expert pourra être amené à vérifier la position des autres bornes ou repères participant à la définition des limites de propriété objet du présent procès-verbal.

Article 8 : Publication

Enregistrement dans le portail Géofoncier www.geofoncier.fr :

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal dans la base de données GEOFONCIER, tenue par le Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts, suivant les dispositions de l'article 56 du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié portant règlement de la profession de géomètre-expert et code des devoirs professionnels. Cet enregistrement comprend :

- La géolocalisation du dossier,
- Les références du dossier,
- La dématérialisation du présent procès-verbal, y compris sa partie graphique (plan, croquis...),
- La production du RFU (référentiel foncier unifié).

Production du RFU :

Au terme de la procédure, il sera procédé à la production du RFU (Référentiel Foncier Unifié) en coordonnées géoréférencées dans le système légal en vigueur (RGF93, zone CC44), afin de permettre la visualisation dans le portail www.geofoncier.fr des limites contradictoirement définies.

Article 9 : Protection des données

Les informations collectées dans le cadre de la procédure de délimitation soit directement auprès des parties, soit après analyse d'actes présentés ou recherchés, font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité l'établissement du présent procès-verbal.

Ces informations sont à destination exclusive des bénéficiaires de droits sur les parcelles désignées à l'article 2, du géomètre-expert rédacteur, du Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts qui tient la base de données foncières dans laquelle doivent être enregistrés les procès-verbaux, et de toute autorité administrative en charge des activités cadastrales et de la publicité foncière qui pourra alimenter ses propres traitements à des fins foncières, comptables et fiscales dans les cas où elle y est autorisée par les textes en vigueur.

Les informations relatives à l'acte sont conservées au cabinet du géomètre-expert sans limitation de durée.

Elles peuvent être transmises à un autre géomètre-expert qui en ferait la demande dans le cadre d'une mission foncière en application de l'article 52 du décret n° 96-478 du 31 mai 1996.

Compte tenu de l'évolution des technologies, des coûts de mise en œuvre, de la nature des données à protéger ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes, le géomètre-expert met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel collectées et traitées et un niveau de sécurité adapté au risque.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les parties disposent d'un droit d'accès et de rectification sur leurs données qui peut être exercé auprès du géomètre-expert.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, les parties peuvent introduire une réclamation auprès de la CNIL.

CHAPITRE III : DOCUMENTS GRAPHIQUES

Article 10 : Plan Cadastral – Sans Echelle



Article 11 : Plan de Délimitation des propriétés de la personne publique – Echelle 1/1250

Voir page suivante

Fait sur 8 pages et 1 plan format A3 à Cagnes Sur Mer le 22 mars 2023.
Le Géomètre-Expert soussigné auteur des présentes

M. PASSERON Jean-Nicolas
Géomètre-Expert

Cadre réservé à l'administration :

Document annexé à l'arrêté en date du : 14/11/2023 n°DCIP/2023/1066

Section A

Rives du Loup

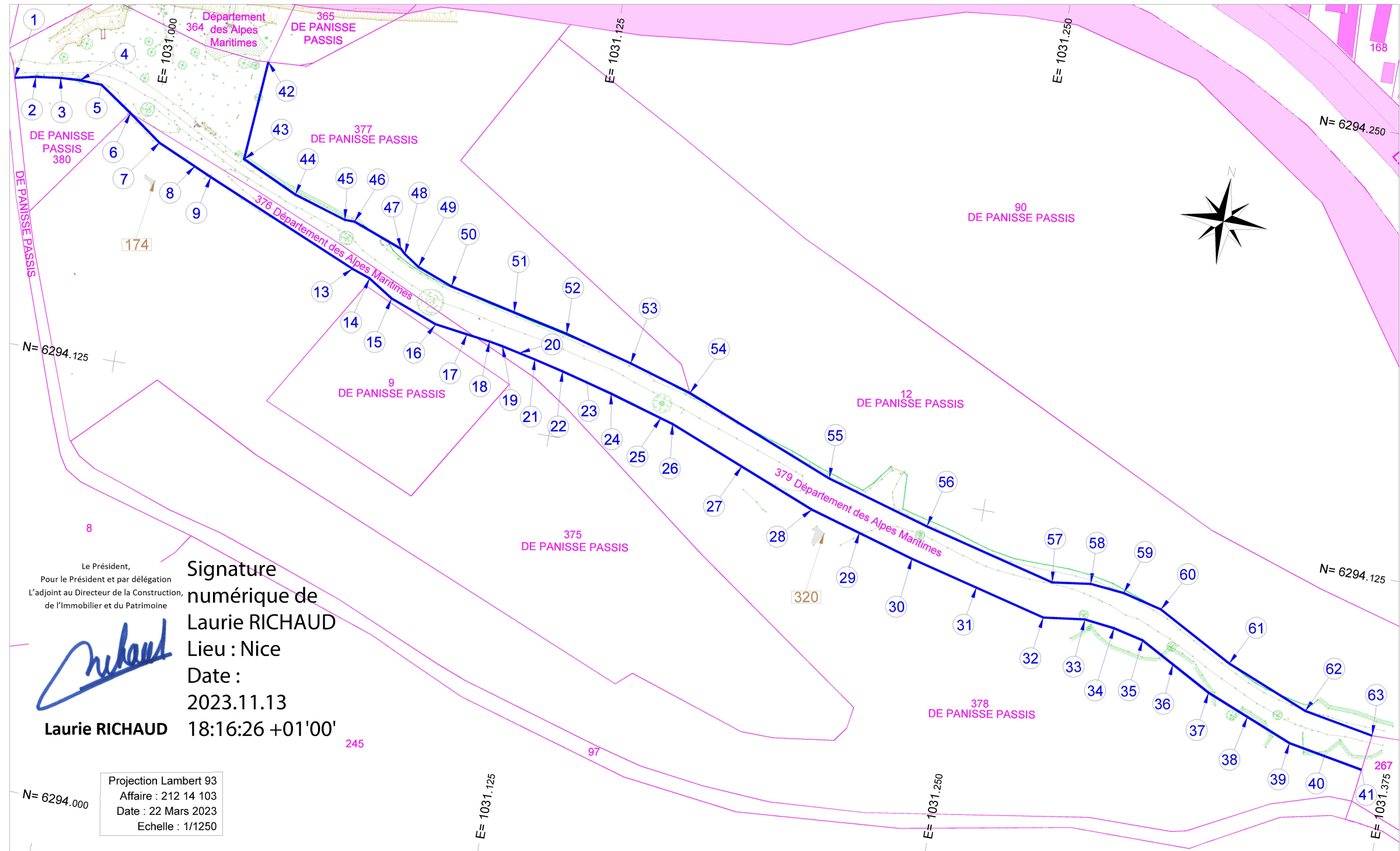
Plan de Délimitation de la propriété
de la personne publique

COORDONNEES DES POINTS D'APPUI - Système RGF 93

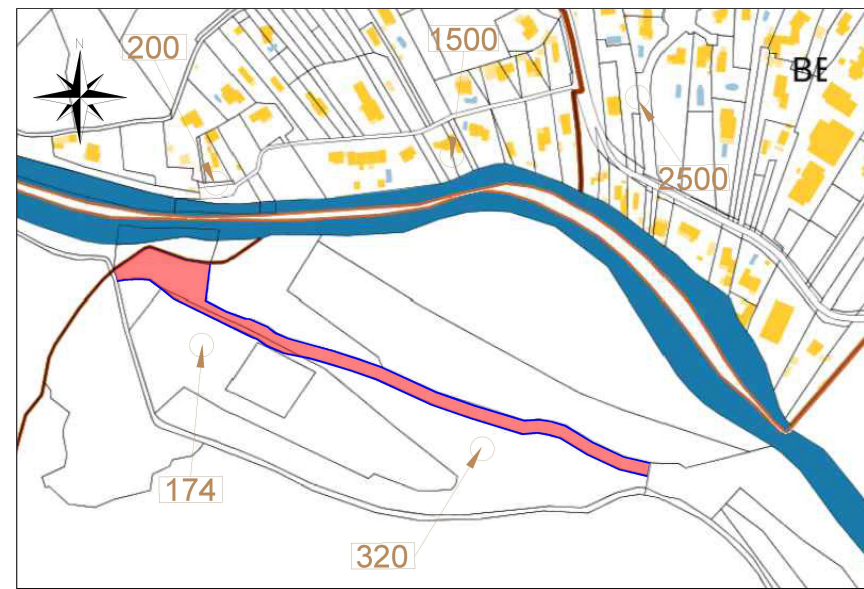
MAT	X	Y	Nature
174	1 031 002.79	6 294 177.23	Angle Bâti
200	1 031 014.43	6 294 275.38	Angle Bâti
320	1 031 206.59	6 294 110.89	Angle Bâti
1500	1 031 191.37	6 294 308.05	Borne O.G.E
2500	1 031 331.95	6 294 353.41	Borne O.G.E

COORDONNEES DES POINTS DE DELIMITATION - Système RGF 93

MAT	X	Y	Nature	Distances (m)
1	1 030 958.72	6 294 199.41	Borne O.G.E	
2	1 030 964.58	6 294 200.70	Piquet bois	6.00
3	1 030 971.56	6 294 201.57	Piquet bois	7.03
4	1 030 976.94	6 294 201.85	Borne O.G.E	5.39
5	1 030 983.31	6 294 201.61	Borne O.G.E	6.37
6	1 030 992.63	6 294 195.18	Piquet bois	11.33
7	1 031 002.29	6 294 188.17	Clou d'arpentage	11.94
8	1 031 013.18	6 294 183.30	Clou d'arpentage	11.93
9	1 031 018.23	6 294 181.09	Piquet bois	5.51
13	1 031 062.27	6 294 162.22	Piquet bois	47.90
14	1 031 067.37	6 294 160.42	Piquet bois	5.43
15	1 031 074.53	6 294 155.83	Piquet bois	8.50
16	1 031 087.98	6 294 150.76	Piquet bois	14.38
17	1 031 097.26	6 294 149.44	Piquet bois	9.36
18	1 031 103.94	6 294 148.50	Piquet bois	6.76
19	1 031 107.77	6 294 147.79	Piquet bois	3.89
20	1 031 112.90	6 294 146.65	Piquet bois	5.25
21	1 031 117.43	6 294 145.65	Piquet bois	4.63
22	1 031 125.73	6 294 143.68	Piquet bois	8.54
23	1 031 133.05	6 294 141.73	Piquet bois	7.57
24	1 031 140.43	6 294 139.75	Piquet bois	7.65
25	1 031 155.49	6 294 135.26	Piquet bois	15.71
26	1 031 159.03	6 294 134.22	Piquet bois	3.68
27	1 031 180.38	6 294 125.66	Piquet bois	23.01
28	1 031 202.03	6 294 116.96	Clou d'arpentage	23.34
29	1 031 216.42	6 294 112.73	Clou d'arpentage	14.99
30	1 031 232.30	6 294 108.07	Borne O.G.E	16.54
31	1 031 251.67	6 294 103.10	Borne O.G.E	20.03
32	1 031 271.79	6 294 097.94	Borne O.G.E	20.76
33	1 031 283.49	6 294 099.41	Borne O.G.E	11.80
34	1 031 292.00	6 294 098.34	Borne O.G.E	8.58
35	1 031 300.59	6 294 096.32	Borne O.G.E	8.82
36	1 031 310.24	6 294 091.04	Borne O.G.E	11.00
37	1 031 321.57	6 294 084.85	Borne O.G.E	12.91
38	1 031 333.60	6 294 079.93	Borne O.G.E	13.00
39	1 031 346.60	6 294 074.62	Borne O.G.E	14.04
40	1 031 356.92	6 294 072.70	Borne O.G.E	10.53
41	1 031 367.97	6 294 070.64	Borne O.G.E	11.24
42	1 031 028.81	6 294 215.95	Piquet bois	X
43	1 031 026.67	6 294 187.67	Piquet bois	28.36
44	1 031 042.71	6 294 180.22	Clou d'arpentage	17.70
45	1 031 057.70	6 294 175.53	Clou d'arpentage	15.70
46	1 031 060.52	6 294 175.52	Piquet bois	2.80
47	1 031 074.75	6 294 170.15	Piquet bois	15.21
48	1 031 076.08	6 294 168.88	Piquet bois	1.84
49	1 031 080.55	6 294 165.91	Piquet bois	5.40
50	1 031 090.65	6 294 162.08	Piquet bois	10.83
51	1 031 109.46	6 294 157.80	Piquet bois	19.26
52	1 031 125.07	6 294 154.36	Piquet bois	16.03
53	1 031 144.42	6 294 149.15	Piquet bois	20.04
54	1 031 162.40	6 294 143.70	Piquet bois	18.78
55	1 031 205.35	6 294 126.52	Clou d'arpentage	46.25
56	1 031 234.98	6 294 117.81	Clou d'arpentage	30.88
57	1 031 272.61	6 294 108.16	Clou d'arpentage	38.85
58	1 031 283.47	6 294 109.59	Clou d'arpentage	10.97
59	1 031 293.11	6 294 108.60	Clou d'arpentage	9.69
60	1 031 304.24	6 294 105.84	Piquet bois	11.46
61	1 031 325.92	6 294 093.99	Piquet bois	24.71
62	1 031 349.47	6 294 084.36	Clou d'arpentage	25.43
63	1 031 369.30	6 294 080.66	Clou d'arpentage	20.18



Extrait Cadastral sans échelle



Plan de Situation échelle 1/25 000e



Legende

- Délimitation
- Bord Chemin de la Rive du Loup existant
- ① Etiquette des points de Délimitation*
- 320 Etiquette des points de Calage*

* : Se référer au tableau des points de coordonnées

Pour le Département des Alpes-Maritimes,
Jean-Nicolas PASSERON, Géomètre-Expert (OGE 5291)

ISE GC Société d'Etudes de Génie Civil
Topographie, Foncier & Hydrographie Numériques - Assistance Technique
Membre de l'Ordre des Géomètres Experts
42, Avenue de la Colle - B.P 66 - 06802 CAGNES-SUR-MER CEDEX-FRANCE
☎ : 04.93.20.97.22 - Fax: 04.93.73.56.08
@ : segctopo@segctopo.fr

Limites fiscales
La finalité du Cadastre est essentiellement fiscale.
Il ne peut assurer la définition des limites réelles de la propriété.

Seuls le bornage contradictoire, le bornage judiciaire et le bornage de division confèrent une valeur juridique à la définition des limites de propriété.